



## Nombre d'infections stabilisé

**Coronavirus** » La Suisse comptait hier 2449 cas supplémentaires de Covid-19 en 24 heures, selon les chiffres de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP). En une semaine, le nombre de cas a très légèrement baissé en Suisse, mais il y a eu plus de décès.

Du 29 mars au 4 avril, 12 284 cas confirmés en laboratoire ont été déclarés, contre 12 555 la semaine précédente, a indiqué hier l'OFSP dans son

rapport hebdomadaire. La tendance est donc stable, avec une très légère baisse de 2,2%. L'incidence est ainsi de 142,1 cas pour 100 000 habitants.

L'OFSP note cependant qu'en raison des jours fériés, il est probable que la population ait changé son comportement en matière de test. Il est possible qu'un nombre particulièrement élevé de déclarations tardives soit à prévoir, prévient le rapport. » **ATS**

## VALAIS

### LE GEL FAIT DES DÉGÂTS

La commune de Viège (VS), dans la vallée du Rhône, a battu mercredi soir le record de la température la plus basse du mois d'avril, avec moins 6,1 degrés enregistrés. Les arboriculteurs ont été obligés de lutter contre le gel toute la nuit en Valais. Ils s'attendent à des dégâts conséquents sur les coteaux. Les chiffres seront connus la semaine prochaine. **ATS**

## La presse bernoise affectée

**Médias** » Les rédactions du *Bund* et de la *Berner Zeitung* fusionneront. Pertes d'emplois.

Le groupe Tamedia met fin au modèle bernois en annonçant hier le regroupement des rubriques régionales des quotidiens *Bund* et *Berner Zeitung* (BZ). Cette fusion, qui se traduira par la perte d'une vingtaine d'emplois, a été accueillie froidement par le canton.

Cette annonce ne constitue pas une surprise. Elle n'en reste pas moins «un jour noir pour la place médiatique bernoise», a déploré le maire de Berne Alec von Graffenried.

**Fin octobre**, l'éditeur zurichois Tamedia, qui fait partie du TX Group, expliquait que les deux quotidiens devaient à l'avenir collaborer plus étroitement sur le plan organisationnel. L'objectif

était de trouver des synergies dans la couverture de l'actualité locale et cantonale.

*Der Bund* renforcera désormais sa partie opinions et débats et proposera des reportages plus largement axés sur l'étranger et la culture, tandis que la *Berner Zeitung* misera quant à elle sur des articles régionaux plus approfondis ainsi que sur le sport, précise Tamedia dans un communiqué. » **ATS**

La Suisse et l'Union européenne butent depuis des années sur un accord censé refonder leur relation

# «Nous vivons un moment charnière»

« RAPHAËL BESSON

**Diplomatie** » La Suisse et l'Union européenne (UE) n'arrivent pas à se mettre d'accord sur l'accord-cadre institutionnel. Pire, ces dernières semaines, la question semblait être de savoir comment l'enterrer. A titre personnel, Gilles Grin, directeur de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe à Lausanne, insiste sur le moment crucial actuel.

**Est-ce que l'on vit un creux dans le processus compliqué de négociation de l'accord-cadre ou véritablement un moment charnière?**

**Gilles Grin:** C'est un moment charnière comme l'on en vit un par génération. Actuellement, la situation n'est plus stable. Soit la relation Suisse-UE va plus loin, soit on déconstruit une partie de l'acquis. Comme dans les années 1990, la prospérité suisse est en jeu.

**«Plus le temps passe, plus on voit que le modèle actuel s'épuise»** Gilles Grin

**Voie bilatérale entre la Suisse et l'UE, voie royale. Aujourd'hui, certains la disent en péril, voire pire à cause d'un accord-cadre à l'agonie. Comment en est-on arrivé là?**

Les bilatérales ont été négociées dans les années 1990 suite à l'échec de l'Espace économique européen (EEE). Elles ont été acceptées par le peuple suisse en l'an 2000. Mais la perspective était alors l'adhésion à l'UE. Cette perspective a reflué à partir de 2001. La voie bilatérale devient toujours plus instable sans consolidation institutionnelle, pour permettre en particulier l'actualisation des accords et le règlement des litiges. L'UE demande cette consolidation depuis plus d'une décennie. La voie bilatérale telle qu'elle existe a semblé la voie royale, mais plus le temps passe, plus on voit que le modèle actuel s'épuise. Si la voie bilatérale régresse, l'accès au marché intérieur se fermera progressivement.

**La volonté de la Suisse d'obtenir un statut particulier de la part de l'UE a-t-elle encore une chance d'aboutir aujourd'hui, après le Brexit?**

Mais la Suisse a depuis vingt ans un statut particulier, taillé sur mesure! Certes, l'accord institutionnel rapprocherait la relation du modèle de l'EEE. Mais les choses demeureraient différentes, par exemple en conservant une reprise autonome du droit européen. Le Brexit a montré la forte cohésion des 27. Les Suisses doivent absolument mieux comprendre leur partenaire, qui demeurera le plus important pour eux.



Directeur de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe à Lausanne, Gilles Grin insiste sur le moment crucial actuel. Keystone-archives

**Beaucoup de voix critiquent l'accord-cadre, mais peu proposent quelque chose de concret, de réaliste à la place. Risque-t-on d'être tout simplement considéré comme un Etat tiers, ni plus, ni moins?**

Un pays peut appartenir au marché intérieur européen en étant membre de l'UE ou de l'EEE. Cela concerne 30 Etats. La Suisse jouit d'un statut à la carte, lui donnant un large accès au marché intérieur. Avec la libre circulation des personnes et la participation à l'espace Schengen-Dublin, la proximité est très forte. Si ce statut à la carte s'effondrait, la Suisse irait tendanciellement vers celui d'un Etat tiers, comme le Royaume-Uni depuis le début de cette année.

**Outre l'UDC, la gauche et les syndicats se montrent très critiques envers l'accord-cadre et l'UE. Une Union européenne acharnée contre les droits des travailleurs, est-ce fondé?**

L'exigence d'unanimité entre les Etats membres dans certains domaines sensibles comme la politique sociale a freiné le développement d'une Union plus sociale. Mais les Etats membres gardent le contrôle de leur politique sociale et l'UE n'est pas acharnée contre les droits des travailleurs. Il est vrai qu'elle pourrait être plus souple avec la Suisse concernant les mesures d'accompagnement à la libre circulation. En même temps, elle n'a pas non plus demandé à la Suisse de renoncer à l'essentiel de ces mesures.

**La Commission européenne décrite comme fer de lance du «néolibéralisme», cela correspond-il à la réalité?**

La Commission a activement promu le développement d'une Europe de marché. Mais développer des marchés passe par des règles communes. Ceux-ci ne sont pas des réalités qui peuvent exister sans volonté et mesures politiques. Parfois, en particulier dans les années 1990 et 2000, la Commission a mis en œuvre des politiques néolibérales visant à restreindre le champ de l'Etat dans la vie économique. On assiste probablement à un reflux de cette tendance depuis quelques années.

**Crise de l'euro, quasi-affrontement avec la Grèce, Brexit, crise des vaccins: est-ce que l'UE a su démontrer sa nécessité?**

Depuis 2005, l'UE a dû affronter toute une série de crises de différents ordres. On la perçoit depuis lors comme étant en état de crise permanente. Beaucoup de ces crises auraient cependant aussi touché les Etats s'ils avaient été seuls. La question est selon moi: est-ce que les Etats européens auraient pu mieux traverser ces crises multiples sans des institutions et des instruments les rendant plus solidaires? Je suis convaincu que la réponse est négative. »

**Comment pouvez-vous imaginer la suite de cette relation en cas d'échec de l'accord-cadre, en positif comme en négatif?**

Sans accord-cadre, pas de consolidation qui serait aussi à l'avantage de la Suisse. On n'aurait pas de tribunal arbitral qui serait de nature à mieux

protéger la Suisse contre de possibles gestes non proportionnés de la part de l'Union. Sans accord-cadre, les accords existants ne seront plus remis à jour et il n'y aura plus de nouveaux accords. On peut faire l'analogie avec un logiciel qui ne connaîtrait plus de mises à jour. Bonjour les dégâts! Des gestes de frustration de la part de l'UE seraient prévisibles. Ils pourraient toucher de façon disproportionnée les régions de Suisse les plus ouvertes et des secteurs comme la science et l'innovation. Cela avec des désinvestissements et des pertes d'emploi à la clé.